

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/3 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.3.63553

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

weder vor, während oder nach dem Ersten Weltkrieg grundlegend unterschieden haben. Man kann also in dieser Frage keineswegs von einem deutschen »Sonderweg« sprechen. Es waren vielmehr die politischen wie militärischen Opportunitätsgründe und Zwangslagen der jeweiligen Länder, welche die Auffassungen und Argumente in dieser umstrittenen Frage in die eine oder andere Richtung lenkten. Das Buch kann vorerst als Standardwerk zum Thema gelten, auch wenn wichtige Quellenbestände deutscher Provenienz zur Organisation der Kampagnen in den zwanziger Jahren, wie etwa jene der Rheinischen Volkspflege im Bundesarchiv Berlin zur sogenannten Pfalzzentrale im Münchener Hauptstaatsarchiv oder des Auswärtigen Amtes ebenso wie französische Archivalien in Vincennes und die Serie AJ 9 in den Archives nationales nicht konsultiert worden sind. Leider ist Koller ein Opfer der im deutschsprachigen Raum immer noch weiterverbreiteten Auffassung geworden, daß dem wissenschaftlichen Anspruch eines Werkes scheinbar nur dann Genüge getan ist, wenn relativ einfache Sachverhalte in einen unnötig aufgeblasenen theoretischen Überbau gezwängt und in einem komplizierten, fremdwortgespickten Stil präsentiert werden. Die sich zum Teil über mehrere Seiten hinziehenden Fußnoten haben auf potentielle Leser auch eher eine abschreckende denn belegende Wirkung.

Eckard MICHELS, London

Eberhard DEMM, Ostpolitik und Propaganda im Ersten Weltkrieg, Frankfurt a. M., Berlin, Bern (Peter Lang) 2002, 422 p.

À l'heure où la question de la »propagande pendant la Première Guerre mondiale mérite d'urgence un réexamen approfondi, tout ouvrage nourrissant le débat se doit d'être salué. Le terme de »propagande«, très souvent insuffisamment défini, a en effet trop longtemps servi de mot-valise et de mot-écran permettant de tout dire sans rien dire sur la Grande Guerre, comme l'a d'ailleurs bien montré Laurence van Ypersele dans une contribution récente aux »Cahiers d'histoire du temps présent« du CEGES de Bruxelles.

Un autre aspect de l'histoire de la Grande Guerre reste également à renouveler profondément: alors que le front Ouest épicerie du tremblement de terre mondial est bien étudié, le front Est et les politiques allemandes d'occupation des territoires orientaux restent peu connus, même si un ouvrage récent et de qualité a comblé partiellement les lacunes de l'historiographie (Vejas G. Liulevicius, *War Land on the Eastern Front*, Cambridge 2000), ouvrage auquel un article du livre de Demm est d'ailleurs consacré.

Ainsi, l'ouvrage présenté ici, réunissant sous la même bannière ces deux questions cruciales, est donc *a priori* le bienvenu. Il faut toutefois mentionner d'emblée qu'il ne s'agit pas d'une synthèse globale sur ces deux sujets mais consiste en une compilation d'articles – en trois langues, français, anglais et allemand – déjà publiés entre 1984 et 2001. On comprendra dès lors que les thèmes abordés soient aussi divers que: les »idées de 1914«, les liens entre les propagandes – le pluriel, soit dit en passant, devrait être de mise en ce domaine, tant les formes et la nature des propagandes (horizontale ou verticale par exemple) varient – et certains vecteurs privilégiés des représentations pendant la guerre: la caricature, la littérature, l'enseignement scolaire, la construction de mythes, etc. Une autre série de contributions est consacrée à la politique allemande en Lituanie. C'est sur cette question de l'*Ostpolitik* que Demm est le plus neuf même si d'autres articles retiennent également l'attention.

Parmi ceux-ci, un article consacré à Barbusse et Genevoix, issu d'un travail de séminaire mené avec des étudiants, apporte sur »Le Feu« un regard neuf. Il montre que l'absence de coupure dans le texte de Barbusse n'est en rien dû à un hasard ou encore à une négligence de la censure. Il le fait de manière d'autant plus convaincante qu'il utilise un vaste panel de sources: textes publiés et inédits de Barbusse, comparaison avec le traitement réservé par les censeurs à »Sous Verdun« de Genevoix, correspondances des censeurs, etc. Le traitement de

faveur dont a bénéficié »Le Feu« y apparaît alors autant dû à l'entregent de Barbusse lui-même qu'à une coïncidence, voire une connivence, certes temporaire, entre les objectifs de l'écrivain et ceux de la censure. Nos propres recherches ont d'ailleurs permis de confirmer ce fait: de manière plus générale, à partir du début de l'année 1916, la censure et les institutions militaires chargées de la propagande prônent un plus grand »réalisme« dans les descriptions de la vie de la mort au front. Demm va jusqu'à conclure que le roman de Barbusse s'apparente à une séduisante »brochure de propagande« destinée à faire tenir les soldats et à justifier la guerre du droit et de la civilisation à la française. Le pacifisme de Barbusse serait alors un »mythe« d'autant plus commode qu'il a permis à l'écrivain de se reconstruire après coup une image de pacifiste le dédouanant de ses errements de la guerre. À cette vision neuve et stimulante, il faudrait toutefois ajouter une étude de réception croisée de l'œuvre qui montrerait davantage la complexité de la perception du roman pendant la guerre, en France mais aussi dans les autres pays. »Le Feu« est en effet l'un des seuls livres de guerre avec ceux de Duhamel – qui ont la même ambiguïté politique – à être traduit en allemand pendant le conflit. Et là, ce sont bien des pacifistes déclarés qui le publient puisqu'il paraît à Zürich chez Max Rascher en 1918. Il existe donc aussi une lecture pacifiste de Barbusse pendant la guerre, en France et hors de France, mais celle-ci devenant hégémonique après 1916, a effacé totalement une autre lecture possible du roman résultant de la culture de guerre française; c'est cette lecture possible que met bien en avant Demm.

Pour en revenir au centre de gravité de l'ouvrage, c'est-à-dire aux articles consacrés à l'*Ostpolitik* allemande en Lituanie, les articles qui retiennent plus particulièrement l'attention sont ceux qui sont consacrés aux acteurs de cette politique. Ainsi par exemple de Friedrich von Ropp, grand propriétaire terrien et fondateur en 1916 de la »Ligue des peuples étrangers de Russie« destinée à œuvrer, sous la houlette des allemands, à une union anti-russe des peuples non-russes, ou encore de »l'Union des nationalités« de Juozas Gabrys passant du service des intérêts français aux allemands au gré de l'évolution des objectifs propres à sa cause, ou encore de la »société Germano-lituanienne« animée et fondée par Matthias Erzberger.

Il ressort paradoxalement de l'étude de ces cas – plus implicitement qu'explicitement – que la notion de »propagande« est insuffisante à tout expliquer. En se penchant sur les acteurs aussi bien allemands que lituaniens, Demm dévoile une véritable »Proto-diplomatie« qu'on serait également tenté de qualifier de para-diplomatie. Il aurait été donc souhaitable de se débarrasser du carcan de l'explication par la propagande pour mettre davantage en valeur toute la complexité de cette *Ostpolitik* qui n'est pas, loin s'en faut, l'apanage des seuls organes centraux de la politique étrangère. Ceux-ci savent parfaitement susciter mais aussi utiliser des réseaux préexistants pour faire passer leurs objectifs en faisant, par exemple, miroiter des »indépendances« nationales afin de s'attirer des »collaborateurs« consentants, alors même que sur le terrain la politique menée par les militaires est celle une véritable germanisation des territoires et de leurs populations. Cette politique »sur le terrain« est malheureusement quasi-absente des contributions de Demm qui en restent le plus souvent au niveau des élites. C'est dommage car c'est sans doute là le point le plus captivant et le plus lourd d'enjeux du chantier historiographique consacré au front Est de 1914 à 1920/21.

Au terme de la lecture de cet ouvrage, on ne peut que déplorer, malgré l'intérêt certain de ses contributions, qui restent fort utiles sur des sujets encore trop peu connus, que l'auteur n'ait pas jugé bon de synthétiser et de réécrire ses textes en les refondant en un livre original. Cela lui aurait par exemple permis d'intégrer davantage les nouveautés de la recherche la plus récente fatalement absente des articles les plus anciens mais aussi curieusement parfois des articles plus récents. De plus, l'ouvrage ne propose pas de conclusion générale. Or, un réexamen et une redéfinition de la notion de »propagande« à la lumière de ces contributions auraient été aussi fort utiles. La notion semble en effet être utilisée parfois assez rapidement par l'auteur comme un facteur explicatif *per se* sans être toujours examinée de manière

réflexive ni être critiquée. Une telle synthèse conclusive aurait également dissipé l'aspect disparate que dégage presque toujours ce genre de compilation – et ce, malgré une introduction tentant de montrer la logique d'une démarche. Mais peut-être le chantier de redéfinition, de synthèse et de réexamen est-il déjà en marche, et cet ouvrage en forme de bilan en représenterait la première pierre? Espérons-le.

Nicolas BEAUPRÉ, Paris

Stig FÖRSTER (Hg.), *An der Schwelle zum Totalen Krieg. Die militärische Debatte über den Krieg der Zukunft 1919–1939*, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2002, 495 S. (Krieg in der Geschichte, 13).

Die beiden großen Weltkriege der ersten Hälfte des 20. Jh. haben als »Totale Kriege« ihren Eingang in die Geschichtsbücher gefunden. Dieser Begriff, der schon 1917 geprägt wurde, aber erst 1935 durch die populäre Schrift Erich Ludendorffs einer breiten Öffentlichkeit in Deutschland bekanntgemacht wurde, kennzeichnete die Veränderung des Krieges, wie sie sich spätestens in der zweiten Hälfte des Ersten Weltkrieges offenbart hatte: Kriege im Zeitalter der Industrialisierung wurden nicht mehr allein zwischen Armeen ausgetragen, sondern zwischen Nationen; sie erforderten die Mobilisierung aller technischen, wirtschaftlichen und personellen Ressourcen eines Landes und hoben die Unterscheidung zwischen »Front« und »Heimat« auf; kurz: sie überschritten alle Grenzen, die dem Kriegsgeschehen bis dahin gesetzt waren.

Diese Erfahrung der Jahre 1917/18 führte in der Zwischenkriegszeit nicht nur in den Planungsstäben der Armeen zur intensiven Beschäftigung mit dem Krieg der Zukunft, sondern auch zu einer breiten national und international geführten Debatte unter Militärexperten, die in zahlreichen Veröffentlichungen, insbesondere aber auch in den einschlägigen Militärfachzeitschriften ausgetragen wurde. Im Zentrum stand dabei die Frage, ob der Krieg der Zukunft sich wieder eingrenzen lassen würde oder ob er mit allen Konsequenzen vorzubereiten sei – um es mit den Worten GREINERS zu formulieren, ob man »Zivilisten prinzipiell verschonen oder aus Prinzip unter Beschuß nehmen, die »Nervenzentren« einer Nation oder eine Nation als solche« zum Angriffsziel machen sollte (S. 464f.). Während die Forschung die großen Arbeiten zu diesem Thema – etwa von Douhet, Foch, Fuller, de Gaulle, Liddell-Hart, Seeckt u.a. – ausführlich analysiert hat, sind die zahlreichen Artikel der Fachzeitschriften von den Historikern bisher kaum berücksichtigt worden. Dies ist deswegen um so bedauerlicher, als sich gerade hier die Breite der Diskussion widerspiegelt, die in den berühmten Werken nicht so sichtbar wird.

Der Berner Historiker Stig FÖRSTER, der sich seit vielen Jahren mit dem Wandel des modernen Kriegsbildes seit der Französischen Revolution beschäftigt und – damals noch als Mitarbeiter am Deutschen Historischen Institut in Washington – seit 1992 durch die Organisation einer bedeutenden Konferenzserie zum Thema »The Age of Total War, 1861–1945« hervorgetreten ist, hat diese Beobachtung zum Ausgangspunkt eines Projekts gemacht, in dem zumeist jüngere Wissenschaftler die einschlägigen Militärfachzeitschriften verschiedener europäischer Staaten systematisch auf das dort zutage tretende Bild künftiger Kriege untersuchten. Der Diskurs in den europäischen Großmächten Frankreich, Großbritannien, Italien und Deutschland wird dabei analysiert, aber auch jener in Belgien und in der Schweiz. Diese Auswahl scheint zwar etwas willkürlich, rechtfertigt sich aber aus der Quellenlage. Mit dem hier vorzustellenden Sammelband legt Förster die Ergebnisse des Projektes vor, wobei erfreulicherweise ein zusätzlicher Beitrag die entsprechende Diskussion in den US-Militärzeitschriften untersucht. Die Grundlage für die Analyse in den Einzelbeiträgen bildete dabei ein vom Herausgeber entwickeltes idealtypisches Konzept, das die Merkmale »Totale Kriegsziele«, »Totale Kriegsmethoden«, »Totale Mobilisierung« der Bevölkerung